

Sit in : une nouvelle effervescence sociale en Tunisie

Le phénomène du *Sit in*, jusqu'ici presque inconnu en Tunisie, s'est manifesté ces derniers temps dans le paysage tunisien, avec force, partout devant les ministères, les institutions, et les entreprises. Des *Sit in* se sont formés pour appuyer certaines revendications syndicales ou politiques. Syndicales afin d'obtenir un statut d'employé ou de salarié confirmé, des indemnités diverses, une augmentation de salaire, une amélioration des conditions de travail, etc. Politiques pour demander la dissolution des institutions constitutionnelles (chambre représentative, conseil constitutionnel...), la création d'une assemblée constituante, pour proclamer dès le début le parlementarisme comme seul choix pouvant convenir pour gouverner la Tunisie.

Si le mode du *sit in* a envahi les espaces publics sur tout le territoire, celui de la Kasba où se trouvent plusieurs ministères symbolisant le pouvoir, mérite d'être traité à part vu l'importance du lieu et la diversité et le nombre de jeunes venus de tout le pays d'une part et le message qu'ils ont voulu faire passer d'autre part.

Ainsi les différents messages que les jeunes révolutionnaires ont affiché dans cet

espace sont une prise de conscience de leur état longtemps marginalisé et qu'ils veulent aujourd'hui remettre au centre des préoccupations du pouvoir : « vous nous avez marginalisés, maintenant le pouvoir nous appartient ».



© Tunisie Presse Régionale.

La sémiologie nous aide à déchiffrer, à décoder tous les signaux que les jeunes ont allumé et à comprendre leurs préoccupations.

Les groupes formés à l'occasion évoquent l'appartenance régionale tribale de ces jeunes, révélant aussi leur référence à la conscience groupale, aux sentiments collectifs et à leurs identités sociales.

Le *sit in* témoigne de l'invasissement de l'espace symbole de ce pouvoir qu'on

soupçonne de vouloir arrêter la révolution au milieu du gué. Il manifeste l'occupation de cet espace par les différents groupes suivant une organisation traduisant bien cette appartenance aussi bien sociale que régionale et soutenue par des slogans spécifiques à chaque groupe porteur d'un message identitaire où est mise en exergue l'appartenance à telle ou telle région bien plus qu'à telle ou telle « Arch ».

Ce *sit in* de la Kasba a été une occasion pour ces laissés pour compte, pour ces habitants de l'arrière pays pour se faire entendre et crier qu'ils existent et qu'il faut désormais compter avec eux.

Aussi, pour ne pas pousser ces révoltes à se réfugier dans des postures identitaires étroites vauvrant et glorifiant les mérites de la tribu au déterminant de l'appartenance à cette Tunisie dont la civilisation est trois fois milliaires, le pouvoir doit répondre positivement à toute les exigences des foules portant sur une vie digne, libre et démocratique pour tous.

Souheil ARFAOUI

étudiant en sociologie et développement, ISSHT

Le renouveau du micro-crédit en Tunisie ?

Le déséquilibre régional entre Nord-ouest, Sud-ouest, Centre et littoral tunisien, longtemps conçu par les régimes établis depuis l'indépendance, n'a pas été sans conséquences sur la montée du chômage dans les régions les plus défavorisées. Plusieurs acteurs publics, associatifs et internationaux, se mobilisent dans ces régions, dans le but d'y améliorer l'insertion des chômeurs sur le marché de l'emploi. À ce titre, l'une des solutions proposées est l'encouragement au travail indépendant, l'incitation à la création de la micro-entreprise par le biais du micro-crédit. Ce dispositif financier pourrait favoriser le développement des régions. Il est devenu une composante des programmes de développement et un chantier prioritaire du gouvernement transitoire.

Le micro-crédit est un outil qui n'est pas nouveau en Tunisie. L'État de l'ancien régime, par le biais de sa Banque tunisienne de solidarité et *Enda* Inter-arabe¹, institution de micro-finance (IMF), était le spécialiste de son octroi. Le nombre des personnes qui sollicitent ces organismes ne cesse de s'accroître. Une étude réalisée en 2010 et financée par l'Union européenne a estimé à un million le nombre de demandeurs potentiels de micro-crédits en Tunisie. Selon

le cofondateur et président de l'association pour le microcrédit *Babyloan*, « il serait plus raisonnable de compter sur une population cible de l'ordre de 600 et 700.000 clients potentiels, soit 300 à 400.000 de plus qu'actuellement ». De son côté, Michaël Cracknell, secrétaire général de *Enda* inter-arabe, assure que « depuis la révolution, ce chiffre pourrait même être réévalué à la hausse ». À l'heure actuelle, tout au plus « un tiers de cette demande est satisfaite par *Enda* et la Banque Tunisienne de solidarité ».



© tighani - <http://www.centerblog.net>

Actuellement et depuis quelques mois, certains organismes internationaux de micro-crédit (*Babylone*, *Cerise*, *Planète Finance*) se mobilisent pour travailler en

collaboration avec les organismes existant. D'autres, tels que l'Adie (Agence pour le développement de l'initiative économique) sont déjà sur le terrain pour la création d'une future antenne sur le territoire tunisien. Le micro-crédit devient un enjeu de concurrence entre un secteur privé à but « social » mais lucratif, et des ONG inquiètes de cette réinterprétation économique de l'aide aux plus démunis. D'ailleurs en restent-ils la cible ?

Alors que *Babyloan* et *Enda* devraient bientôt nouer un partenariat, les deux spécialistes s'accordent à souligner que le nombre d'IMF en Tunisie doit cependant être « limité ». Outre leur propre intérêt, il s'agit surtout, selon eux, « d'éviter le risque de surendettement des emprunteurs », comme cela a pu être le cas en Inde avec une saturation du marché dominé par de nombreux bailleurs entre lesquels les emprunteurs peuvent alors « jouer », comme c'est pratiqué au Maroc.

Ainsi, on passe du micro-crédit à la micro-finance pour le développement des régions. Le dispositif présente plusieurs autres services parallèles (épargne, assurance, transfert d'argent etc.) pour une clientèle plus étendue. La micro-finance, elle, ne se limite plus aujourd'hui à l'octroi de